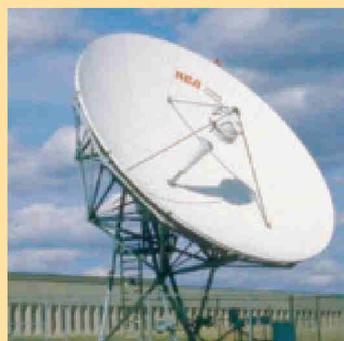
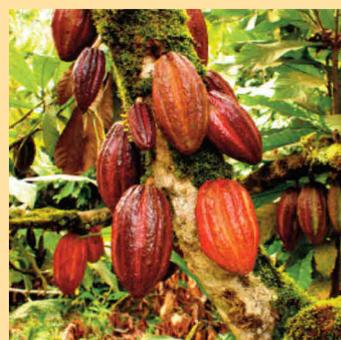
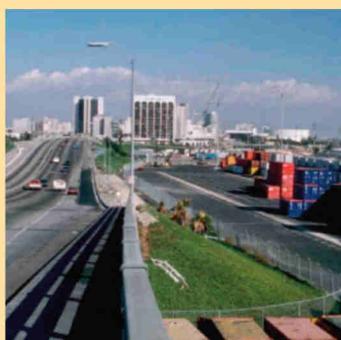
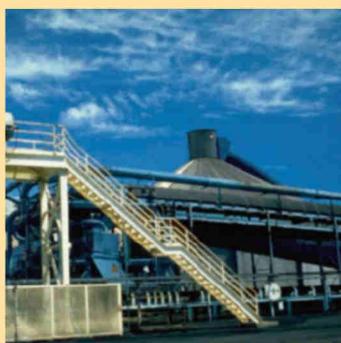




FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET DE COOPERATION ECONOMIQUE

FAGACE



**RAPPORT
ANNUEL**

2013



FAGACE





FAGACE

ORGANISME PUBLIC INTERNATIONAL

Boulevard CEN - SAD

01 BP 2045 COTONOU (BENIN)

Téél: (229) 21 30 03 76 / 21 30 08 77 Fax: (229) 21 30 02 84

E-mail: courriel.fagace@le-fagace.org ; fagace_dg@yahoo.fr

www.le-fagace.org



FAGACE

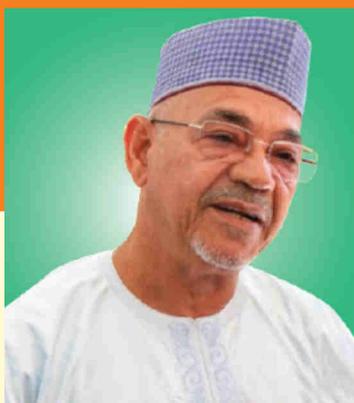


SOMMAIRE

	<i>Mot du Président</i>	5
1.	<i>Présentation du FAGACE</i>	6
2.	<i>Organes</i>	9
3.	<i>Contexte économique international et situation en Afrique</i>	13
4.	<i>Activités de l'exercice</i>	16
4.1.	Réunions des Instances	
4.2.	Activités de la Direction Générale	
4.2.1.	Activités administratives	
4.2.2.	Activités juridiques	
4.2.3.	Activités opérationnelles	
4.2.4.	Coopération et Communication	
4.2.5.	Activités de la Représentation Régionale en Afrique Centrale	
4.2.6.	Situation financière	
5.	<i>Annexes</i>	31
5.1.	Organigramme du Fonds	
5.2.	Bilan et comptes annexes	
5.3.	Lettre de certification du Commissaire aux comptes	

LISTE DES SIGLES

AFD	Agence Française de Développement
ASE	Structure d'Appui au Services et Entreprises
BACB	Banque Agricole et Commerciale du Burkina
BACI	Banque Atlantique de Côte d'Ivoire
BAD	Banque Africaine de Développement
BCB	Banque Commerciale du Burkina
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BFA	Banque Pour le Financement de l'Agriculture
BIA-Niger	Banque Internationale pour l'Afrique au Niger
BIB	Banque Internationale du Burkina
BIBE	Banque Internationale du Bénin
BICEC	Banque Internationale pour le Crédit et l'Epargne au Cameroun
BICIA-B	Banque Internationale pour le Commerce, l'Industrie et l'Agriculture du Burkina
BICIS	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal
BID	Banque Islamique de Développement
BIDC	Banque d'Investissement pour le Développement de la CEDEAO
BIM	Banque Islamique de la Mauritanie
BIS	Banque Islamique du Sénégal
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
BOA	Bank Of Africa
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BRD	Banque Rwandaise de Développement
BRIC	Banque Régionale d'Investissement de la CEDEAO
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BSIC	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce
BST	Banque Sénégalalo-Tunisienne
BTCI	Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie
BTP	Bâtiment Travaux Public
CBAO	Compagnie Bancaire pour l'Afrique de l'Ouest
CBCA	Commercial Bank of Cameroun
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CFA	Communauté Financière Africaine
CFOA	Compagnie Financière de l'Ouest Africain
CL	Crédit Lyonnais
COBACI	Compagnie bancaire de la Côte d'Ivoire
CT	Court Terme
DC/BR	Dépositaire Central/Banque de Règlement
FACI	Facilité d'Appui au Commerce International
FCI	Finances Conseils Investissements
FED	Fonds Européen de Développement
FPE	Fonds de Promotion Economique
FSA	Fonds de Solidarité Africain
Groupe ETI	Groupe Ecobank Transnational Incorporated
GTA/C2A	Groupement Togolais d'Assurances/Compagnie Africaine d'Assurance
IBCG	Industrie Béninoise des Corps Gras
IDE	Investissement Direct Etranger
MLT	Moyen et Long Terme
PIB	Produit Intérieur Brut
PMEX/COOPEX	Petite et Moyenne Entreprise Exportatrice/Coopératives Exportatrices
RFI	Radio France Internationale
SCIE	Société de Commercialisation d'informations d'Entreprises
SENELEC	Société Sénégalaise de distribution et d'Energie Electrique
SHELTER AFRIQUE	Société pour l'Habitat et le Logement Territorial en Afrique
SP-FAB	Société de Promotion du Fonds Africain pour le Développement des Biocarburants
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UTB	Union Togolaise de Banque



MOT DU PRÉSIDENT

M. Gilles BAILLET

Ministre des Finances du Niger
Président du Conseil des Gouverneurs

Le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique est heureux de vous présenter son rapport annuel 2013.

Les activités de notre Institution se sont déroulées dans un environnement économique mondial toujours difficile en dépit des améliorations de croissance enregistrées avec des disparités selon les différentes régions et dans les Etats membres.

Dans un tel contexte, l'exercice 2013 a été marqué par la consolidation du redressement du Fonds, les démarches portant sur la diversification de ses opérations et la recherche de nouvelles sources de financement.

A cet effet, d'importantes décisions ont été prises par les Instances, notamment l'actualisation des textes régissant les interventions du Fonds en vue de soutenir la dynamique de développement des activités.

Les activités opérationnelles de l'exercice ont principalement concerné la prospection et l'identification de nouvelles opérations qui ont permis de disposer d'un pipeline important de projets provenant de nos économies. Elles ont concerné également la poursuite du recouvrement des créances, l'assainissement du portefeuille et le suivi des projets en difficultés.

S'agissant des aspects administratifs et juridiques, ils ont été essentiellement caractérisés par l'organisation et la gestion optimale des ressources humaines et matérielles, la formation du personnel et la sécurisation des intérêts de l'Institution.

Au plan financier, le résultat net de l'exercice est ressorti positif. Cette performance se justifie essentiellement par la poursuite de la maîtrise des charges et l'assainissement du portefeuille des projets, ce qui a permis l'amélioration des fonds propres du Fonds.

Au plan coopération, le Fonds a poursuivi sa politique d'ouverture en encourageant l'adhésion de nouveaux Etats, d'institutions financières nationales et internationales ainsi que d'organismes de développement. Avec les institutions partenaires, les relations ont visé particulièrement la création d'une plus grande synergie dans les actions en vue d'un meilleur impact sur les économies des Etats membres.

Au cours de l'exercice 2013, l'accent a été également mis sur la communication en vue d'informer les partenaires sur l'évolution de la situation du Fonds, ce qui devra contribuer à améliorer l'image de l'Institution ainsi que le développement de ses activités.

Chapitre

1

PRESENTATION DU FAGACE

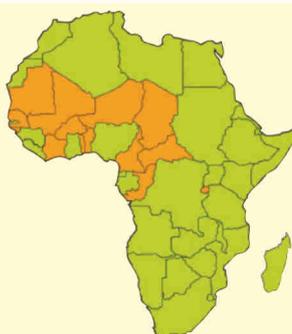
1.1.- Création – Objet – Fonctionnement

Le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) est une Institution Financière Internationale spécialisée dans la promotion des investissements publics et privés. Son siège social est situé à Cotonou en République du Bénin.

✓ Etats Membres

Les Etats membres au nombre de quatorze (14) sont : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad et Togo.

1	BENIN	
2	BURKINA FASO	
3	CAMEROUN	
4	CENTRAFRIQUE	
5	CONGO	
6	CÔTE IVOIRE	
7	GUINEE BISSAU	



8	MALI	
9	MAURITANIE	
10	NIGER	
11	RWANDA	
12	SENEGAL	
13	TCHAD	
14	TOGO	

✓ Objet

L'objet du Fonds est de contribuer au développement économique et social des Etats membres, pris individuellement ou collectivement en participant au financement de leurs projets de développement ou en facilitant leur réalisation par des mesures d'accompagnement comme la bonification ou l'allongement de la durée des crédits. Un intérêt particulier est accordé aux Etats membres les plus défavorisés économiquement, soit en raison de leur situation géographique soit par suite de catastrophes ou de calamités naturelles.

✓ Formes d'intervention

Le Fonds :

- garantit les prêts à moyen ou long terme destinés au financement d'investissements productifs ;
- garantit les prêts à court terme destinés au renforcement des capacités financières des banques et des Institutions de micro finance;
- accorde des bonifications d'intérêt et des allongements de la durée des crédits en faveur d'opérations à caractère économique dont la rentabilité ne peut être assurée dans les conditions initiales du prêt ;
- finance des interventions spécifiques sur emprunts et subventions ;



- prend des participations au capital social d'entreprises nationales ou régionales ;
- assure la gestion de fonds pour le compte de tiers.

✓ Domaines d'intervention

Les principaux domaines d'intervention sont :

- les industries de valorisation des ressources naturelles locales ou d'import substitution,
- le développement rural : agriculture, élevage,
- les infrastructures de base (routes, aéroports, chemin de fer, hydraulique villageoise) ou modernes (télécommunications),
- le commerce (import-export),
- les petites et moyennes entreprises de production de biens et services.

✓ Bénéficiaires

Les bénéficiaires des interventions sont :

- les Etats membres de l'Institution ou leurs démembrements : organismes publics ou parapublics, collectivités locales ;
- les entreprises privées ou mixtes, individuelles ou collectives, nouvellement créées ou en expansion, ayant leur siège et leur champ d'activité principale dans un ou plusieurs Etats membres ;
- les Institutions Financières Nationales ;
- les organismes régionaux dont l'activité concourt à l'intégration des économies des Etats membres.

1.2.- Composition des Organes

Organes d'Administration et de Gestion :

✓ Administration

Le Fonds est administré par :

- Le Conseil des Gouverneurs, organe suprême, qui comprend le Ministre chargé des Finances par Etat membre et un Responsable par Institution membre. Le Conseil des Gouverneurs fixe les orientations générales, modifie les statuts, procède à la nomination du Directeur Général et du Commissaire aux comptes ;
- Le Conseil d'Administration qui reçoit délégation de pouvoir du Conseil des Gouverneurs et comprend un Administrateur et un suppléant par Etat membre, un Administrateur par Etat



membre non régional et un Administrateur par Institution membre. Il autorise les interventions, adopte le budget, approuve les comptes financiers.

✔ Gestion

- La gestion courante est assurée par un Directeur Général. Il représente l'Institution, reçoit et instruit toutes les demandes d'intervention, suit les engagements pris.

1.3.- Ressources

Les ressources du Fonds proviennent :

- des versements des membres au titre de la libération du capital souscrit ;
- des emprunts ;
- des subventions, dons, legs et libéralités ;
- de la rémunération des engagements d'aval, du financement direct et d'allongement de la durée de crédit ;
- de toutes autres origines.

Au 31 décembre 2013, le capital social autorisé est de 200 milliards de FCFA structuré comme suit :

STRUCTURE DU CAPITAL DU FONDS (Montant en FCFA)

Capital autorisé	200 000 000 000
Capital à libérer (depuis l'origine)	35 373 586 200
Capital souscrit	141 494 344 800
Capital sujet à appel	106 120 758 600
Capital libéré	25 719 329 044

CONSEIL DES GOUVERNEURS

PRESIDENCE		
 NIGER	M. Gilles BAILLET	Ministre des Finances
MEMBRES		
 BENIN	M. Jonas Aliou GBIAN	Ministre de l'Economie et des Finances
 BURKINA FASO	M. Lucien Marie Noël BEMBEMBA	Ministre de l'Economie et des Finances
 CAMEROUN	M. Ousmane ALAMINE MEY	Ministre des Finances
 CENTRAFRIQUE	M. Christophe BREMAIDOU	Ministre des Finances et du Budget
 CONGO	M. Gilbert ONDONGO	Ministre de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'intégration
 COTE D'IVOIRE	M. Daniel Kablan DUNCAN	Ministre de l'Economie et des Finances
 GUINEE BISSAU	M. Gino MENDES	Ministre des Finances
 MALI	M. Bouaré Fily SISSOKO	Ministre de l'Economie et des Finances
 MAURITANIE	M. THIAM DIOMBAR	Ministre des Finances
 RWANDA	M. Claver GATETE	Ministre des Finances et de la Planification Economique
 SENEGAL	M. Amadou KANE	Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget
 TCHAD	M. Atteib DOUTOUM	Ministre des Finances et du Budget
 TOGO	M. Adjil Othéth AYASSOR	Ministre de l'Economie et des Finances

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENCE

 NIGER	M. Malam Moussa Malam Secrétaire Général Adjoint du Ministère des Finances	Ministère des Finances BP: 389 Niamey-NIGER
--	--	---

MEMBRES

 BENIN	M. Mohamed Babatundé Sanny GADO Conseiller Technique du Ministre de l'Economie et des Finances	Ministère de l'Economie et des Finances 04 B.P 313 Cotonou -BENIN
 BURKINA FASO	M. Lassané KABORE Directeur Général de la Coopération	Ministère de l'Economie et des Finances 03 BP 7067 - Ouagadougou 03 Ouagadougou-BURKINA FASO
 CAMEROUN	M. Sylvain BODI ZOGO Chef de Division de la Coopération Monétaire et Financière	Ministère des Finances Yaoundé - CAMEROUN
 CENTRAFRIQUE	M. Victor MAZANGA Directeur des Investissements Publics	Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale B.P. 696 Bangui - République Centrafricaine
 CONGO	M. Jean-Claude NGAMBOU Conseiller aux Institutions Financières, à la Monnaie et à la Dette Publique	Ministère de l'Economie et des Finances
 COTE D'IVOIRE	Mme Fanta M. COULIBALY Conseiller Spécial du Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé des Finances	Ministère de l'Economie et des Finances 04 BP 650 Abidjan 204 CÔTE D'IVOIRE

 GUINEE BISSAU	M. Fortes Buli INJAI Directeur Général de l'Economie et du Développement	Ministère de l'Economie, du Plan à l'Intégration Régionale Avenue Amilcar Cabral N° 37 CP 06 Bissau -République de Guinée Bissau
 MALI	M. Sory ibrahima DIARRA Sous Directeur des Etudes Générales de la Direction Générale de la Dette Publique	Ministère des Finances B.P. 1617 BAMAKO- MALI
 MAURITANIE	M. Cheikh Ould Sid Ahmed Conseiller Technique du Ministre des Finances	Ministère des Finances Nouakchott - MAURITANIE
 RWANDA	M. Cyrille HATEGEKIMANA Coordonnateur de l'Unité de gestion du portefeuille du Gouvernement	Ministère des Finances et de la Planification Economique B.P. : 158 Kigali - RWANDA
 SENEGAL	M. Massar WAGUE Directeur Général des Finances (TITULAIRE)	Ministère de l'Economie et des Finances Avenue Carde B.P. 4017 Dakar - SENEGAL
 TCHAD	M. Abakar IBRAHIM Directeur de Cabinet du Ministre des Finances et du budget	Ministère des Finances et du Budget N'Djamena-TCHAD
 TOGO	M. Badawasso T. GNARO Secrétaire Général au Ministère de l'Economie et des Finances	Ministère de l'Economie et des Finances B.P.387 Lomé-TOGO

Une Institution Financière Internationale au service du Développement en Afrique

Domaines d'intervention

- Industries
- Agriculture
- Elevage
- Agro-industrie
- Télécommunication
- Energie
- Transports
- Commerce
- Tourisme & Hôtellerie
- Petites & Moyennes entreprises de production de biens et services.

Formes d'intervention

- Garantie
- Bonification des taux d'intérêts
- Prise de participation
- Gestions fonds pour le comptes des tiers
- Caution sur marché
- Financement direct.



FAGACE

www.le-fagace.org

3.1.- Contexte économique international

Selon le rapport du FMI : «Perspectives de l'économie mondiale (PEM), 21 janvier 2014» le redressement économique mondial s'est confirmé l'année 2013 mais il ne s'est pas produit partout au même rythme.

Après un repli de 2,2 % en 2012, le taux de croissance a progressé de 2,9% en 2013. Cette progression a pour origine principale les politiques monétaires accommodantes des pays à revenu élevé qui ont favorisé les entrées de capitaux.

La situation économique mondiale 2013 est analysée par région.

Aux Etats-Unis et même au Royaume-Uni, l'investissement a été soutenu, l'emploi a augmenté et l'industrie est repartie. Pour les USA, le PIB s'est établi à près de 2% en 2013 contre 1,4% en 2012. La croissance devrait être de 2,8% en 2014.

Le Royaume-Uni a enregistré une amélioration du PIB de 1,7% en 2013, l'économie britannique a enregistré ainsi sa meilleure performance depuis 2007.

Les pays d'Europe Centrale et Orientale ont renoué avec la reprise de croissance. Cette reprise s'est traduite par les profondes restructurations économiques de ces pays.

La zone Euro est demeurée toutefois fragile. La sortie de récession a été confirmée en 2013 mais la reprise, à quelques exceptions près, a été tout de même très lente. Pour permettre leur consolidation budgétaire, plusieurs pays dont la France ont obtenu de Bruxelles des délais pour redresser leurs finances publiques et renouveler les capacités de production, ce qui est de nature à soutenir une croissance modérée et faire face à un marché du travail dégradé.



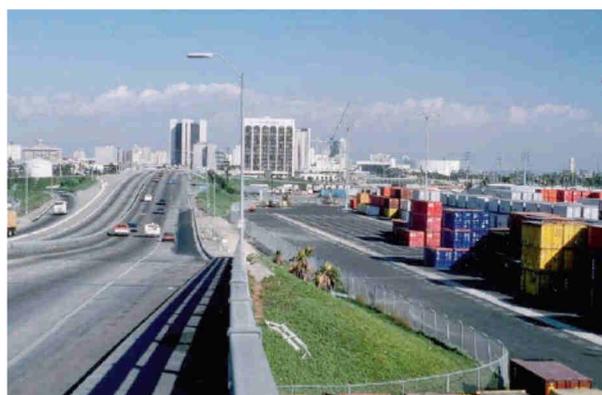
Industrie



Bananaeraie



Le train de transport voyageurs



Globalement, la croissance pour la zone Euro est ressortie négative de 0,4% en 2013, contre un taux négatif de 0,6 % en 2012. Elle devrait progresser de presque 1% en 2014.

Le Japon, la troisième économie du monde, a tiré profit du maintien de sa politique monétaire ultra-accommodante pour soutenir sa croissance et stabiliser l'inflation à 2%. La croissance s'est limitée à 1,6% en 2013 contre 1,4% en 2012.

Dans les pays émergents, l'activité s'est accélérée légèrement pendant la dernière partie de 2013, portée par la hausse de la demande des pays avancés.

Même si le durcissement des conditions de financement extérieur a pesé sur la demande intérieure, les pays émergents d'Asie en particulier, ont continué de briller en affichant à plus de 6,5 % environ, la croissance la plus élevée du monde cette année.

La Chine est restée le moteur important de la croissance mondiale de cette région, même si son expansion qui s'est inscrite à 7,7 % en 2013 contre 7,6% en 2012 est relativement plus lente contrairement au taux à deux chiffres au cours des années antérieures.

Pour la région de l'Amérique Latine et du Caraïbe, le taux du PIB est sorti à 2,6 en 2013 contre 3,0 pour 2012. Cette croissance de

l'économie tient à de nouvelles mesures de gestion budgétaire, l'amélioration des termes de l'échange et un solide soutien de la politique monétaire.

3.2.- Situation en Afrique

L'Afrique subsaharienne est restée la région la plus dynamique du monde après l'Asie pendant toute la période de la récente crise financière.

En effet, elle a maintenu sa croissance du PIB enregistrant un taux moyen de 5% en 2013 comme pour l'année 2012, ce qui a réconforté sa résilience à la crise financière de 2008 et les années qui ont suivi.

Les pays exportateurs de métaux, de minerais et de pétrole ont continué de bénéficier particulièrement des revenus de rentes inhérents à ces produits sur le marché international même s'il y a renversement des tendances des prix du brut.

Quant aux économies de l'Afrique du Nord, leurs perspectives ont été assombries par le contexte socio-politique difficile liées à des mouvements sociaux conséquents au printemps arabe.

Le taux de croissance au niveau régional, qui était de 4.1 % en 2012, a reculé à 2.4 % en 2013. L'économie devrait rebondir tout de

même en 2014 avec un taux estimé à 3,3 % au fur et à mesure que les conditions socio-politiques s'amélioreront et que la production pétrolière reprendra.

Les économies de l'Afrique de l'Est sont restées solides. En termes de PIB, elles ont réalisé un taux moyen de 6,0% pour l'année 2013 presque autant qu'en 2012 et devrait passer à près de 6,4% en 2014.

Pour l'Afrique Australe, le PIB est ressorti à 3,6% en 2013 et devrait atteindre 4,2% en 2014. Les perspectives de croissance en Afrique Australe se sont améliorées, essentiellement en raison d'une augmentation de la croissance de l'Afrique du Sud de 2,7% en 2013 et estimée à 3,3% en 2014, de la baisse des troubles du marché du travail, de l'augmentation des investissements et de la hausse de la production minière.

Dans la zone CEMAC, la BEAC a relevé un tassement de la croissance économique à 0,8% en 2013, contre 5,7% en 2012. Cette situation est due notamment à la faiblesse de la demande intérieure, de l'activité dans le secteur non pétrolier et le secteur des bâtiments et travaux publics.

Quatre des Etats membres du Fonds sont dans la zone CEMAC (Cameroun, Congo, République Centrafricaine et Tchad).

Les économies de l'Afrique de l'Ouest sont restées solides avec un taux de croissance de 7,0 % en 2013 dépassant le taux moyen de 6,5 % en 2012. L'Afrique de l'Ouest continue donc d'attirer des investissements notamment dans le secteur pétrolier et minier, principal moteur de croissance pour la sous-région.

La zone UEMOA où se trouve la plupart des Etats membres a enregistré un taux de croissance honorable avoisinant 6,0% en 2013 contre 5,8% pour 2012.

De manière générale, la dynamique de croissance s'est poursuivie et l'ensemble des fondamentaux sont restés solides malgré le difficile contexte international.

Huit (08) des quatorze Etats membres actuels du FAGACE se situent dans l'espace UEMOA.

Deux pays membres, le Rwanda et la Mauritanie sont en dehors des zones UEMOA et CEMAC.

Au Rwanda, l'économie est restée vigoureuse mais a tout de même subi les effets de la suspension de l'aide accordée par certains donateurs internationaux (40 % du budget national).

Le taux de croissance du PIB est ressorti à 6,6% en 2013 % contre 7,7 % pour 2012. Les prévisions sont estimées à 7,5% pour 2014. La croissance du PIB est essentiellement tirée par les secteurs des services, de l'agriculture, du bâtiment et de l'industrie.

Quant à la Mauritanie, la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) a semblé solidement installée puisque après un taux fort respectable de 6,9 % en 2012, elle se maintient à 6,4 % en 2013 et en 2014 selon les prévisions du Fonds Monétaire International (FMI).

Ce taux de croissance est généré par les industries extractives, les services, la production agricole et le secteur du Bâtiment et des Travaux publics.

Chapitre
4

ACTIVITES DE L'EXERCICE

L'exercice 2013 s'est déroulé dans un contexte économique marqué par le redressement économique mondial soutenu mais qui ne se produit pas partout au même rythme selon les pays.

Les crises socio-politiques dans certains Etats membres du Fonds ont marqué ce contexte.

Au plan interne, les activités de l'Institution se sont inscrites dans le cadre du plan quadriennal 2012-2015.

A cet effet, dans le cadre de la diversification des activités, l'adoption des textes régissant le financement direct et les démarches portant sur l'emprunt obligataire FAGACE 2014-2019 – 5,25% sur le marché de la CEMAC, ont constitué les principaux faits marquants de l'exercice 2013.

4.1.- Réunions des Instances

Le Conseil des Gouverneurs, Instance suprême de l'Institution a tenu, le 19 juin 2013, une session ordinaire présidée par M. Jonas Aliou GBIAN, Ministre de l'Economie et des Finances du Bénin, pays siège, en raison de l'absence du Président en exercice.

Le Conseil d'Administration a enregistré deux sessions tenues respectivement le 18 juin et le 18 décembre sous la présidence de M. Laouali Amadou Dan AZOUMI, Secrétaire Général Adjoint au Ministère de l'Economie et des Finances.



Au cours des sessions de juin 2013, les Instances ont entre autres approuvé le rapport d'activités, les états financiers de l'exercice 2012 et adopté les textes régissant le financement direct.

La 39^{ème} Session ordinaire du Conseil d'Administration tenue le 17 décembre 2013 a enregistré notamment l'adoption du budget 2014, l'approbation de deux bonifications de taux d'intérêt en faveur des projets, permettant la mobilisation de financement pour un montant de 8 325 000 000 FCFA.

4.2.- Activités de la Direction Générale

Elles ont porté essentiellement sur la poursuite de la mise œuvre du plan stratégique quadriennal 2012-2015 qui vise entre autres, la consolidation des acquis du Fonds et le développement des activités opérationnelles de l'Institution.

4.2.1.- Activités administratives

4.2.1.1.- Organisation des services

L'actuel organigramme adopté par décision N° 05/36/CA/FAGACE/12 lors de la 36ème session tenue à Cotonou en juin 2012, comprend outre la Direction Générale, trois (03) directions techniques, les autres services et postes rattachés à la Direction Générale et la Représentation Régionale pour l'Afrique Centrale (RRAC).

✓ La Direction Générale comprend :

- Les postes de Conseiller du Directeur Général, Attaché du Conseiller du Directeur Général, les Services Audit et Contrôle de Gestion, Coopération et Communication et le Secrétariat Particulier et des Conseils;
- La Représentation Régionale.

✓ Les Directions Techniques comprennent la Direction des Opérations, la Direction des Risques et la Direction Administrative et Financière

Au 31 décembre 2013, l'effectif total s'est élevé à 37 agents dont 31 permanents et 06 contractuels.

4.2.1.2.- Gestion administrative et du système informatique

Les activités administratives ont porté particulièrement sur la gestion optimale des ressources matérielles et la sécurisation des intérêts de l'Institution.

La formation continue du personnel a permis le renforcement des outils et techniques de contrôle de gestion ainsi que le management d'un service logistique et gestion des stocks.

La refonte du système informatique a été poursuivie et renforcée tant au niveau du siège qu'à la Représentation résidente en Afrique Centrale en vue de la maîtrise des bases de données du Fonds.

4.2.2.- Activités juridiques

Au cours de l'exercice, les activités juridiques ont essentiellement porté sur :

- la rédaction des actes juridiques : contrats, actes notariés sur la prise des suretés ;
- l'appui au toilettage et à la rédaction des textes relatifs aux conditions générales applicables aux prêts directs ;
- le suivi juridique de la mise en œuvre des décisions du Conseil d'Administration et du Conseil des Gouverneurs ;

- a participation aux missions d'identifications, de prospection et évaluation des projets ainsi que leur suivi ;
- le suivi du recouvrement des créances du Fonds en particulier sur la Bank Austria ;

4.2.3.- Activités opérationnelles

Les activités opérationnelles ont principalement concerné l'identification et l'instruction de nouvelles requêtes d'intervention et le suivi des projets garantis.

4.2.3.1.- Identification de projets

Il convient de préciser qu'en 2013, le Fonds a opté pour la diversification de ses activités en amorçant le financement direct. Les actions mises en œuvre ont permis d'enregistrer cent trente sept (137) dossiers de demande d'intervention contre quatre vingt dix huit (98) en 2012 soit un taux de progression de 42%.

Cent huit (108) des requêtes reçues portent sur le financement direct, vingt cinq (25) sur la garantie, deux (02) sur la bonification de taux d'intérêt et deux (02) sur la prise de participation.

- ☑ Demande d'intervention en garantie

Les demandes de garanties reçues se présentent comme suit :

GARANTIES	Nombre de projets reçus	Coût projet (M FCFA)	Emprunt sollicité (M FCFA)	%
BENIN	7	23 547,60	13 749,19	11,46
CAMEROUN	7	77 877,30	54 187,14	45,18
CEMAC	1	3 500,00	3 500,00	2,92
CÔTE D'IVOIRE	4	26 994,50	16 553,60	13,80
GUINEE BISSAU	1	22 750,00	22 750,00	18,97
SENEGAL	4	4 765,10	4 188,00	3,49
TOGO	1	5 000,00	5 000,00	4,17
TOTAL	25	164 434,50	119 927,70	100,00

L'essentiel des requêtes proviennent du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Sénégal et de la Guinée Bissau.

Le niveau des crédits sollicités témoigne de l'existence d'un besoin réel de garantie pour le financement des projets de développement dans les Etats membres.

✓ **Demande d'intervention en financement direct**

PRETS DIRECTS	Nombre de projets reçus	Coût projet (M FCFA)	Emprunt sollicité (M FCFA)	%
BENIN	5	4 163,99	2 781,33	0,04
CAMEROUN	22	1 163 011,00	729 672	9,49
CONGO	10	66 994,15	21 396,45	0,28
CÔTE D'IVOIRE	66	6 914 619,00	6 914 619,00	89,97
RWANDA	4	10 422,00	6 630,00	0,09
TOGO	1	10 000,00	10 000,00	0,13
TOTAL	108	8 169 210,00	7 685 099,00	100,00

La plupart des requêtes de financement direct ont été adressées par la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Congo et portent sur des crédits à moyen et long terme.

✓ **Les demandes d'intervention en bonification de taux d'intérêt**

Trois demandes en bonification en provenance du Niger et du Burkina Faso ont été reçues. Les crédits sollicités auprès des banques s'élèvent à 24 024 millions de FCFA.

Projets	Pays	Bailleurs	Coût projet (M FCFA)	Emprunt sollicité (M FCFA)
Projet d'Aménagement et de Bitumage de la Route Filingué-Tahoua	NIGER	BOAD/ BIDC	34 092,40	14 999,00
Projet d'Electrification Rurale par Systèmes Photovoltaïques dans les régions de Dosso, Tahoua et Tillabéri.	NIGER	BIDC	5 692,00	5 325,00
Projet de réhabilitation de la route communautaire CU9 :Tronçon Tenkodogo-Ouaga	BURKINA	BIDC	14 049,00	3 700,00
TOTAL			53 784,40	24 024,00

4.2.3.2.- Bilan des interventions

Les engagements cumulés se présentent comme suit :

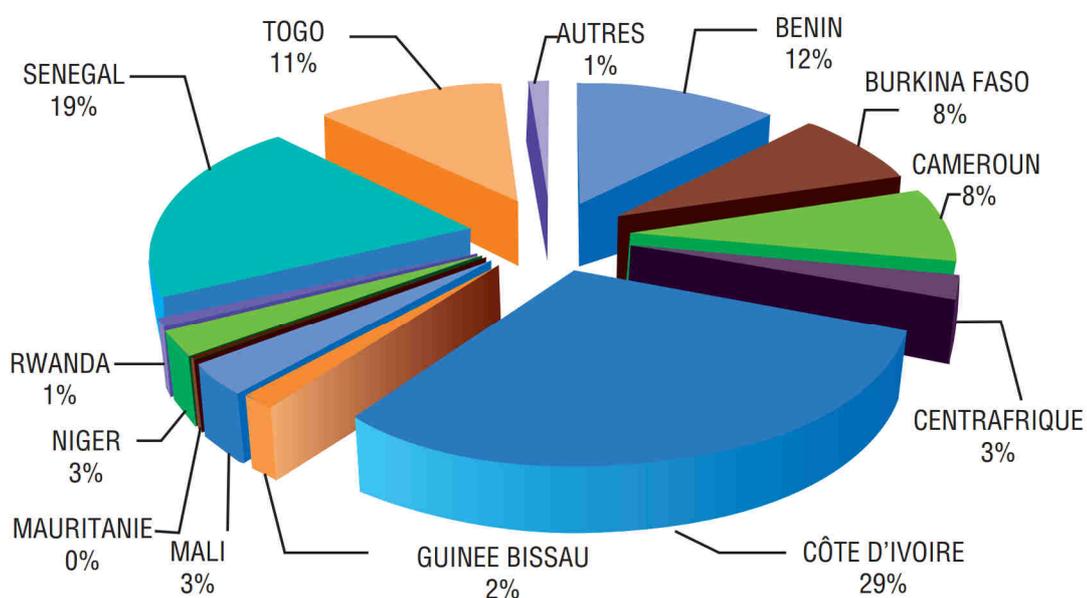
4.2.3.2.1.- Garantie

Les garanties brutes cumulées en portefeuille s'élèvent à 296 239,14 millions de FCFA au 31 décembre 2013 en faveur de 215 projets répartis dans 12 Etats membres.

Répartition par pays

PAYS	Projets	Garantie en M FCFA	Total (%)
BENIN	34	36 198,30	12%
BURKINA	21	23 271,00	8%
CAMEROUN	13	23 930,10	8%
CENTRAFRIQUE	6	7 580,00	3%
CÔTE D'IVOIRE	59	86 807,94	29%
GUINEE BISSAU	1	4 500,00	2%
MALI	8	8 817,00	3%
MAURITANIE	1	532,00	0%
NIGER	6	7 647,80	3%
RWANDA	4	1 838,00	1%
SENEGAL	44	57 782,00	20%
TOGO	16	33 585,00	11%
AUTRES	2	3 750,00	1%
TOTAL	215	296 239,14	100%

REPARTITION PAR PAYS

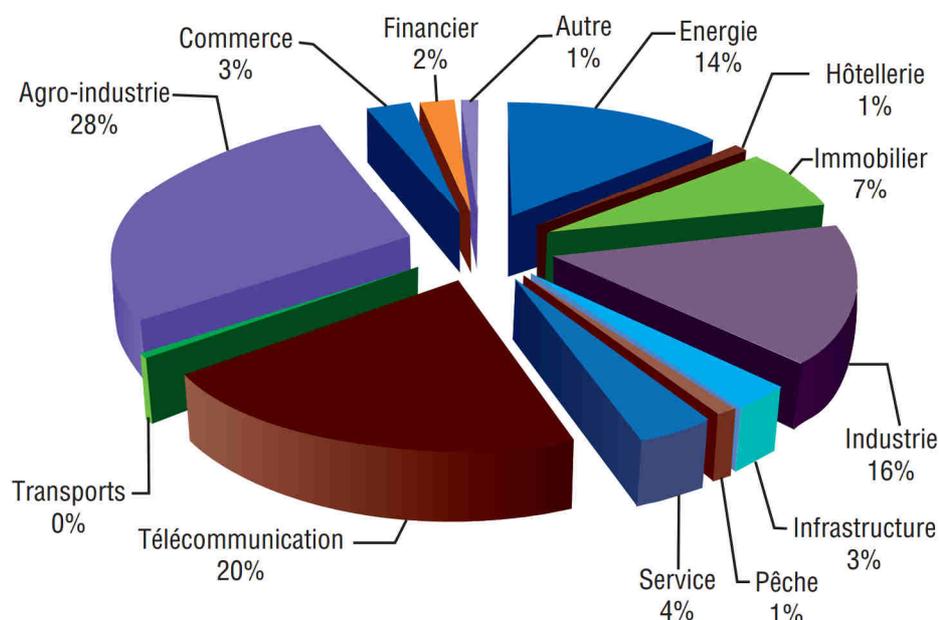


La Côte d'Ivoire et le Sénégal figurent au nombre des principaux bénéficiaires avec respectivement 29,52% et 19 % des engagements bruts cumulés au 31 décembre 2013.

Secteurs	Montant (M FCFA)	Total (%)
Energie	41 125,00	14%
Hôtellerie	2 004,00	1%
Immobilier	20 650,00	7%
Industrie	46 177,80	16%
Infrastructure	8 319,00	3%
Pêche	2 883,00	1%
Services	10 654,00	4%
Télécommunications	60 723,00	20%
Transports	1 434,00	0%
Agro-industrie	84 419,34	28%
Commerce	8 160,00	3%
Financier	6 566,00	2%
Autres	3 124,00	1%
TOTAL	296 239,14	100%

ACTIVITES DE L'EXERCICE

REPARTITION SECTORIELLE



Soixante-dix-huit pourcent (78%) de ces engagements sont concentrés autour de quatre secteurs d'activités : Energie (14%), Industrie (16%), Télécommunications (20%) et Agro-industrie (28%). Cette forte concentration s'explique par l'importance desdits secteurs dans les économies nationales.

Nature	Nombre de Projet	Montant (M FCFA)	%
Emprunts bancaires MLT	138	154 322	52
Emprunts obligataires	33	91 618	31
Emprunts bancaires CT	41	47 299	16
Ligne de Garantie	3	3 000	1
TOTAL	215	296 239	100%

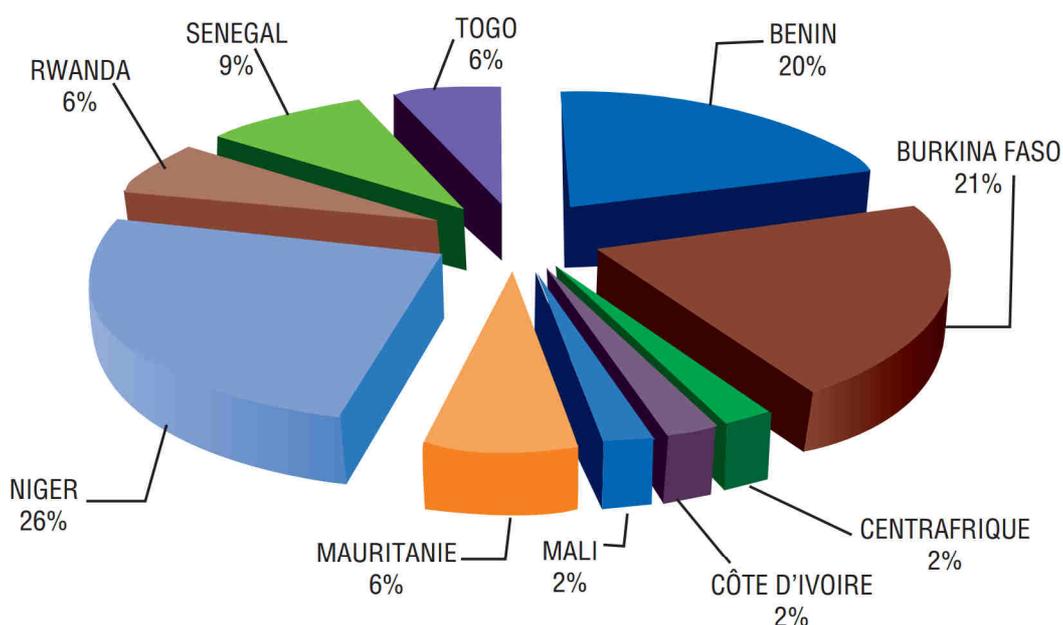
Les emprunts bancaires MLT s'élèvent à 154 322 millions de FCFA et représentent plus de 52% des montants garantis cumulés au 31 décembre 2013.

4.2.3.2.2.- Bonification de taux d'intérêt

Les approbations cumulées en bonification de taux d'intérêt s'élèvent à 7 938,21 millions de FCFA au 31 décembre 2013 en faveur de 47 projets situés dans 10 Etats membres.

Approbations en bonification cumulées par pays

PAYS	Projets	Montant (M FCFA)	Total (%)
BENIN	7	1 618,23	20%
BURKINA	12	1 665,42	21%
CENTRAFRIQUE	1	158	2%
CÔTE D'IVOIRE	1	196,67	2%
MALI	1	129,38	2%
MAURITANIE	1	492,19	6%
NIGER	8	1 990,17	25%
RWANDA	8	460,92	6%
SENEGAL	7	751,14	9%
TOGO	4	476,09	6%
TOTAL	49	7 938,21	100%



ACTIVITES DE L'EXERCICE

Le Bénin, le Niger et le Burkina Faso sont les principaux bénéficiaires des interventions en bonification.

4.2.3.2.3.- Prise de participation

Les interventions en prise de participation s'élèvent à 1380 millions de FCFA au 31 décembre 2013 en faveur de neuf (9) projets dont sept (7) régionaux. Les approbations en prise de participation ont facilité la mobilisation des capitaux de 32 859,13 millions de FCFA au profit des structures ci-après :

Répartition par bénéficiaire

Ligne de Garantie	Capital (MFCFA)	Prise de participation	
		Montant (MFCFA)	% du capital
ASE	153,00	10	6,50
Cauris Investissement	5000,00	225	5,00
BRVM	2904,00	100	3,40
DC/BR	1461,52	50	3,40
SCIE	650,00	50	7,69
Atlantic Financial Group	20000,00	500	2,50
SP-FAB	500,00	45	10,00
Fonds de Garantie Agricole du Rwanda	1940,29	100	4,54
BRIC	250,00	30	0,12
TOTAL	32859,13	1380	

4.2.3.2.4.- Allongement de la durée de crédit

Au 31 décembre 2013, les approbations en allongement de la durée de crédit s'élèvent à 976,8 millions de FCFA et concernent deux projets situés au Niger (AHA Dembou) et au Sénégal (SENELEC).

4.2.3.2.5.- Suivi des projets

Au cours de l'exercice 2013, le suivi des projets a continué à occuper une place prépondérante dans les activités. Il s'est effectué aussi bien au plan interne qu'externe.

Ainsi, le Fonds est resté en contact permanent avec les promoteurs et les bailleurs de fonds ayant bénéficié de ses interventions. Un accent particulier a été mis sur le recouvrement des créances nées des commissions d'aval, des avances à terme fixe (ATF) et des appels de garantie. L'encours garanti ressort au 31 décembre 2013 à 28 002, 450 FCFA millions de FCFA.

4.2.4.- Coopération et Communication

4.2.4.1.- Coopération avec les Etats membres

L'accent a particulièrement été mis sur le renforcement des contacts avec les Autorités ainsi que le secteur privé, recherchant ainsi une meilleure visibilité du Fonds.

Ces contacts ont facilité la libération du capital appelé échu. En outre à l'occasion des visites effectuées dans certains Etats, l'occasion a été donnée pour l'identification de projets pouvant bénéficier des interventions de l'Institution.

4.2.4.2.- Ouverture du Fonds

Les actions relatives à l'ouverture du Fonds se sont poursuivies. Elles ont été particulièrement orientées vers la Guinée-Equatoriale, le Gabon et le Burundi pour lesquels les échanges sont très avancés.

4.2.4.3.- Coopération avec les Institutions Financières et Organismes de Développement

Les relations avec les Institutions Financières et Organismes de Développement ont été renforcées, les objectifs principaux étant d'obtenir des lignes de financement, des cofinancements des projets, des prises de participation ou des assistances techniques et/ou financières.

Pour la plupart des institutions financières internationales dont les contacts ont été établis, une approche graduelle de partenariat a été convenue : (i) le cofinancement des projets identifiés par le Fonds a été retenu comme une première étape (ii) en seconde phase, des lignes de financement seront mises à la disposition du Fonds.

Cette approche est particulièrement privilégiée par les institutions notamment FMO, BEI, BIO, EXIM Bank Inde, EXIM Bank USA.

Pour les autres comme EAIF, GuarantCo, Banque Chinoise de Développement, EXIM Bank de Chine, des contacts se poursuivent pour mieux définir le mode de coopération à développer.

Par ailleurs, les activités opérationnelles se sont poursuivies avec des institutions régionales de la place.

4.2.4.4.- Communication

Au plan de la communication, les actions entreprises ont concerné la médiatisation des décisions des Instances, la communication des informations sur les évolutions financières et stratégiques du Fonds aux partenaires financiers ainsi que la sensibilisation des opérateurs économiques sur les activités de l'Institution à travers les médias dans divers pays.

L'accent a été mis sur l'animation du site Internet du Fonds par l'insertion des spots publicitaires, les rapports d'activités, les informations sur les démarches en cours relative à la levée des ressources sur les marchés financiers, notamment l'emprunt obligataire FAGACE sur le marché de la CEMAC.

4.2.5.- Activités de la Représentation Régionale en Afrique Centrale

Au cours de l'exercice, les activités de la Représentation Régionale en Afrique Centrale (RRAC) ont concerné le suivi des projets GSA, Biopharma et Telecel Centrafrique, l'identification de nouveaux projets dans la zone CEMAC, la poursuite des démarches pour l'obtention de l'accord de siège, la participation aux tables rondes et colloques auxquels le Fonds est convié.

4.2.6.- Situation financière

4.2.6.1.- Bilan

L'exercice 2013 s'est soldé par une hausse de 19% du total du bilan qui s'établit à 22 763 545 171 FCFA contre 19 068 907 613 FCFA en 2012. Le détail du bilan au 31 décembre 2013 se présente comme suit :

■ ■ ■ Actif

L'actif du Fonds au 31 décembre 2013 est présenté dans le tableau ci-après (en FCFA) :

ELEMENTS	2013	2012	Variation (%)
Opérations de Trésorerie et Interbancaires	9 798 215 759	6 908 300 082	42%
Titres de placement	1 237 137 366	988 967 366	25%
Autres actifs et opérations avec la clientèle	8 146 685 761	8 120 998 362	0%
Immobilisations financières	1 803 542 446	1 805 636 202	0%
Immobilisations corporelles et incorporelles	1 777 963 839	1 244 823 601	43%
TOTAL	22 763 545 171	19 068 725 613	19%

Les opérations de trésorerie et interbancaires concernent les dépôts à terme et les comptes à vue. Elles s'élèvent à 9 798 215 759 FCFA en 2013, contre un montant de 6 908 300 082 FCFA en 2012 et sont en augmentation de 42%.

Les titres de placement ont connu une augmentation de 25% au cours de la période en raison de nouvelles souscriptions intervenues sur les titres d'ORA GROUPE et du Trésor Public Ivoirien (TPCI). Ils s'établissent à 1 237 137 366 FCFA en 2013 contre 988 967 366 FCFA en 2012.

Les autres actifs et opérations avec la clientèle regroupent les débiteurs divers, les opérations avec la clientèle et les comptes de régularisations actifs. Ce poste est resté quasiment stable au cours de l'exercice 2013 et se chiffre à 8 146 685 761 FCFA.

Les immobilisations financières n'ont pas connu d'évolution significative au cours de l'année et sont restées quasi statiques. Elles sont évaluées à 1 803 542 446 FCFA au 31 décembre 2013.

Les immobilisations incorporelles et corporelles s'élèvent à 1 777 963 839 FCFA en 2013 contre 1 244 823 601 FCFA en 2012 soit une augmentation de 43%.

■ ■ ■ Passif

Le passif du Fonds se présente ci-après, au 31 décembre 2013 (en FCFA) :

ELEMENTS	2013	2012	Variation (%)
Opérations de Trésorerie et Interbancaires	0	162 129 980	-100%
Opérations sur Titres et opérations diverses	4 242 519 639	4 335 624 883	-2%
Subventions et Autres fonds reçus	100 000 000	0	100%
Provisions pour risques et charges	5 673 911 276	7 538 165 959	-25%
Primes liées au capital	887 500 000	887 500 000	0%
Réserves	2 063 462 066	2 063 462 066	0%
Ecart de réévaluation	2 348 558 831	2 348 558 831	0%
Capital et dotation	25 799 803 458	21 056 979 648	23%
Report à nouveau	-19 423 695 754	-20 339 489 408	-5%
Résultat	1 071 485 655	1 015 793 654	5%
TOTAL	22 763 545 171	19 068 725 613	19%

● *Opérations de Trésorerie et Interbancaires*

Elles concernent principalement les concours bancaires dont a bénéficié le Fonds auprès des banques locales. Ces concours étant soldés par anticipation au cours de l'exercice, ce poste affiche un solde nul au 31 décembre 2013 contre 162 129 980 FCFA en 2012.

● *Opérations sur Titres et opérations diverses*

Ce poste comprend aussi bien les dettes à l'égard de la clientèle (créiteurs divers) que les comptes d'ordre et divers passif. Les opérations sur titres et opérations diverses connaissent une baisse de 2% par rapport à l'exercice 2012.

● *Capitaux propres*

L'évolution des fonds propres sur les deux dernières années est présentée ci-après.

ELEMENTS	2013	2012	Variation (%)
Résultat de l'exercice	1 071 485 655	1 015 793 654	5%
Ecart de réévaluation	2 348 558 831	2 348 558 831	0%
Report à nouveau	-19 423 695 754	-20 339 489 408	-5%
Réserves	2 063 462 066	2 063 462 066	0%
Prime liée au capital	887 500 000	887 500 000	0%
Capital appelé versé	25 719 329 044	20 976 505 234	23%
Capital appelé non versé	9 929 096 656	14 671 920 466	-32%
Situation Nette (SN)	12 666 639 342	6 952 330 377	82%
Fonds propres (FP)	22 595 736 498	21 624 250 843	4%

Les fonds propres ont connu une augmentation de 4%, passant à 22 595 736 498 FCFA en 2013 contre un montant de 21 624 250 843 FCFA en 2012 en raison des bénéfices réalisés.

Quant à la situation nette on note une amélioration de 82%, soit un montant de 12 666 639 342 FCFA au 31 décembre 2013, contre 6 952 330 377 FCFA au 31 décembre 2012.

En ce qui concerne les engagements donnés, ils s'élèvent à 28 002 450 000 FCFA en 2013, contre 37 257 620 000 FCFA en 2012 et concernent les projets garantis dans les Etats membres.

Les fonds propres ont connu une augmentation de 4%, passant à 22 595 736 498 FCFA en 2013 contre un montant de 21 624 250 843 FCFA en 2012 en raison des bénéfices réalisés.

Quant à la situation nette on note une amélioration de 82%, soit un montant de 12 666 639 342 FCFA au 31 décembre 2013, contre 6 952 330 377 FCFA au 31 décembre 2012.

En ce qui concerne les engagements donnés, ils s'élèvent à 28 002 450 000 FCFA en 2013, contre 37 257 620 000 FCFA en 2012 et concernent les projets garantis dans les Etats membres.

4.2.6.2.- Comptes de résultat

■ ■ ■ Produits

ELEMENTS	2013	2012	Variation (%)
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 251 070 967	965 496 930	30%
Produits sur opérations de trésorerie et titres	469 361 481	221 687 623	112%
Produits sur opérations du hors bilan	554 400 020	719 123 918	-23%
Autres produits d'exploitation bancaire	227 309 466	24 685 389	821%
Reprise d'amort. & de provisions	2 549 771 676	2 585 012 979	-1%
Produits Exceptionnels et Profits sur exercices antérieurs	374 742 613	559 583 681	-33%
Total des produits	4 175 585 256	4 127 381 993	1%

Au plan de la rentabilité, les Produits d'exploitation bancaires concernent les produits sur opérations de trésorerie et titres, les produits sur opération du hors bilan et les autres produits d'exploitation bancaire. Ils passent de 965 496 930 FCFA en 2012 à 1 251 070 967 FCFA au 31 décembre 2013, soit une augmentation de 30%.

Les produits sur opérations de trésorerie et titres enregistrent une hausse de 112% en 2013 soit un montant de 469 361 481 FCFA contre 221 687 623 FCFA en 2012.

Par contre, les produits de service issus des activités de garantie ont connu une baisse au cours de l'exercice. Ils passent à 554 400 020 FCFA en 2013 contre 719 123 918 FCFA en 2012, soit une baisse de 23% due à la baisse des encours garantis.

Les produits exceptionnels et profits sur exercices antérieurs connaissent une baisse de 33%, passant de 559 583 681 FCFA au 31 décembre 2012 à 374 742 613 FCFA au 31 décembre 2013.

■ ■ ■ - Charges

L'exercice 2013 a connu une baisse globale des charges de 4% et se chiffrent à 3 104 099 601 FCFA en 2013 contre un niveau de 3 111 588 339 FCFA en 2012. Le détail des charges de l'exercice se présente comme suit ;

ELEMENTS	2013	2012	Variation (%)
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	174 499 092	203 341 893	-14%
Charges sur opérations de trésorerie et titres	170 548 725	198 983 136	-14%
Charges sur prestation de services financiers	3 950 367	3 501 663	13%
Autres charges d'exploitation bancaire	0	857 094	-100%
Achats et variation de stocks	60 954 381	57 129 212	7%
Frais de personnel	790 445 786	797 425 858	-1%
Autres frais généraux	1 062 544 041	1 004 134 882	6%
Dot aux amortissements et aux provisions	926 014 867	434 632 727	113%
Charges Exceptionnelles	89 641 434	614 923 767	-85%
Total des charges	3 104 099 601	3 111 588 339	0%
Résultat de l'exercice	1 071 485 655	1 015 793 654	5%

Les charges d'exploitation bancaire connaissent une baisse de 14% au cours de la période et s'établissent à 174 499 092 FCFA en 2013 contre un montant de 203 341 893 FCFA en 2012.

Les autres frais généraux ont connu une augmentation de 6% au cours de la période et affichent un montant de 1 062 544 041 FCFA en 2013, contre 1 004 134 882 FCFA en 2012.

Les charges de personnel passent à 790 445 786 FCFA en 2013 contre 797 425 858 FCFA en 2012.

Les dotations aux amortissements et aux provisions s'établissent à 926 014 867 FCFA au 31 décembre 2013, contre un montant de 434 632 727 FCFA au 31 décembre 2012, soit une hausse de 113% en raison des nouvelles acquisitions.

Les charges exceptionnelles et pertes sur exercices antérieurs enregistrent une baisse globale de 85%, passant de 614 923 767 FCFA au 31 décembre 2012 à 89 641 434 FCFA au 31 décembre 2013.

Au regard de tout ce qui précède, l'exercice 2013 affiche un résultat bénéficiaire de 1 071 485 655 FCFA contre 1 015 793 654 FCFA enregistré en 2012.



5.1.- Organigramme

5.2.- Bilan et comptes de résultat au 31/12/13

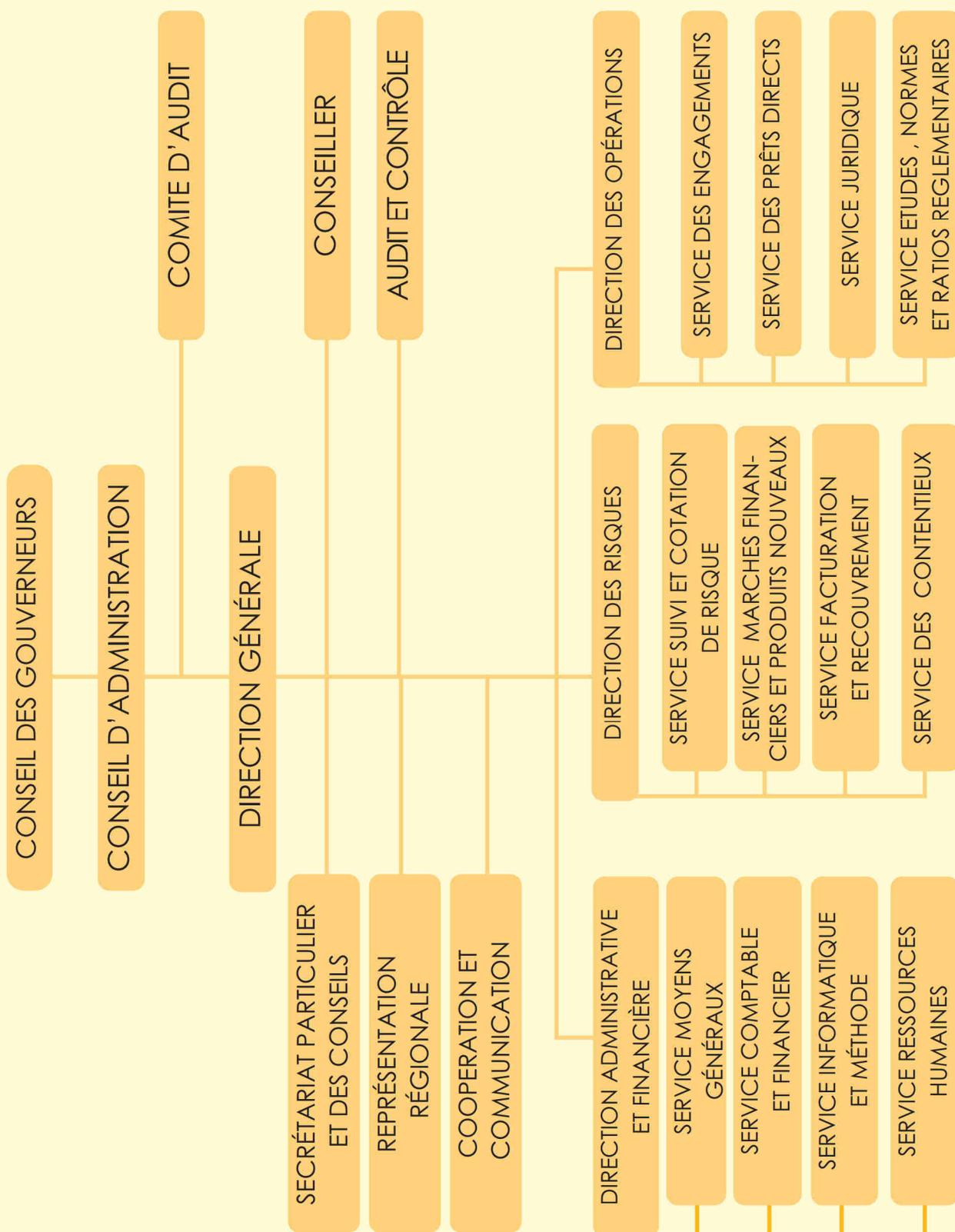
5.3.- Rapport des Commissaires aux comptes





FAGACE

5.1.- ORGANIGRAMME



5.2- BILAN ET COMPTES DE RÉSULTAT AU 31/12/13

5.2.1- Bilan au 31/12/13

ACTIF	(En FCFA)	
	MONTANTS NETS	
	Exercice 2013	Exercice 2012
1- Operations de trésorerie et interbancaires	9798215759	6 908 300 082
10- Valeurs en caisse	212470	143 200
11- Banques et correspondants	2 598003289	2 708 156 882
12- Autres comptes dépôts chez Ets de crédit	7 200 000 000	4 200 000 000
2- Operations avec la clientèle	155 274 411	302 327 799
20- Crédits à la clientèle	155 274 411	209 523 391
29- Comptes de créances en souffrance	0	92 804 408
3- Operations sur titres et opérations diverses	9 228 548 716	8 807 637 929
30- Titres de placement	1 237 137 366	988 967 366
33- Débiteurs divers	7 807 495 460	7 513 730 518
37- Comptes transitoires d'attente	0	649 810
38- Comptes de régularisations actif	183 915 890	304 290 235
39- Comptes de liaison	-	-
4- Comptes de valeurs immobilisées	3 581 506 285	3 050 459 803
41- Immobilisations financières	1 796 394 019	1 798 487 775
42- Dépôts et cautionnements	7 148 427	7 148 427
44- Immobilisations corporelles et incorporelles	1 777 963 839	1 244 823 601
TOTAL	22 763 545 171	19 068 725 613

PASSIF	(En FCFA)	
	MONTANTS NETS	
	Exercice 2013	Exercice 2012
1- OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	-	162 129 980
17- Comptes d'emprunts et autres sommes dues aux Ets de crédit	-	162 129 980
2- OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	17 250 000	17 250 000
25- Comptes de la clientèle	17 250 000	17 250 000
3- OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	4 225 269 639	4 318 374 883
33- CREDITEURS DIVERS	2 823 042 391	3 002 824 186
38- COMPTES DE REGULARISATION PASSIF	1 402 227 248	1 315 550 697
4- COMPTES DE PROVISION FONDS PROPRES ET ASSIMILES	18 521 025 532	14 570 970 750
51- PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	5 673 911 276	7 538 165 959
55- PRIMES LIEES AU CAPITAL ET RESERVES	5 299 520 897	5 299 520 897
57- CAPITAL ET DOTATION	-19 423 695 754	-20 339 489 408
RESULTAT DE L'EXERCICE (BENEFICE)	1 071 485 655	1 015 793 654
TOTAL DU PASSIF	22 763 545 171	19 068 725 613

5.2.2- Comptes de résultats au 31/12/13

CHARGES	MONTANTS	
	Exercice 2013	Exercice 2012
60- CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	174 499 092	203 341 893
601- Charges sur opérations de trésorerie et op interbancaires	170 548 725	198 983 136
608- Charges sur prestations de services financiers	3 950 367	3 501 663
609- Autres charges d'exploitation bancaires	-	857 094
61- ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	60 954 381	57 129 212
611- Achats	60 954 381	57 129 212
62- AUTRES CHARGES EXTERNES ET CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	1 062 544 041	1 004 043 179
621- Services extérieurs	172 137 344	104 350 617
622- Autres services extérieurs	913 178 711	785 375 897
623- Charges diverses d'exploitation	168 990 531	114 316 665
63- IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	0	91 703
632- Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés à l'Administration des impôts	0	91 703
64- CHARGES DE PERSONNEL	790 445 786	797 425 858
641- Salaires et traitements	790 445 786	797 425 858
66- DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES	926 014 867	434 632 727
661- Dotations aux amortissements des immobilisations	262 552 084	212 803 300
667- Dotations aux provisions pour risques et charges	663 462 783	221 829 427
67- CHARGES EXCEPTIONNELLES ET PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	89 641 434	614 923 767
671- Charges exceptionnelles	0	32 669 867
672- Pertes sur exercices antérieurs	89 641 434	582 253 900
RESULTAT DE L'EXERCICE	1 071 485 655	1 015 793 654
TOTAL	4 175 585 256	4 127 381 993

PRODUITS	(En FCFA)	
	MONTANTS	
	Exercice 2013	Exercice 2012
70- PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 251 070 967	965 496 930
701- Produits sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires	469 361 481	221 687 623
707- Produits sur opérations de hors bilan	554 400 020	719 123 918
709- Autres produits d'exploitations bancaires	227 309 466	24 685 389
75- REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	17 288 403
76- REPRISES D'AMORTISSEMENT DE PROVISIONS ET RECUP.	2 549 771 676	2 585 012 979
761- Reprises d'amortissement des immobilisations	0	416 918
764- Reprises de provisions sur créances en souffrance	0	814 348 061
766- Reprises de provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif	0	95 000 000
767- Reprises de provisions pour risques et charges	2 549 771 676	1 675 248 000
77- PRODUITS EXCEPTIONNELS ET PROFITS SUR EXERC. ANT.	374 742 613	559 583 681
771- Produits exceptionnels	209 897 119	209 937 737
772- Profits sur exercices antérieurs	164 845 494	349 645 944
TOTAL	4 175 585 256	4 127 381 993

5.3.- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



FAGACE

FONDS AFRICAINE DE GARANTIE ET DE COOPERATION ECONOMIQUE

Etablissement Public International à Caractère Economique et Financier
Au Capital de Francs CFA 200 000 000 000
B.P. 2045 RP – COTONOU
République du Bénin

I – RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2013

Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs du FAGACE,
Messieurs les Gouverneurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil des Gouverneurs, et conformément à l'article 29 alinéa 2 du « Règlement financier », nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur :

- L'audit des états financiers de synthèse du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) tels qu'ils sont joints au présent rapport, ainsi que le contrôle de la conformité de la comptabilité aux lois et règlement en vigueur ;
- Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi, relatives à l'exercice clos le 31 Décembre 2013.

Les comptes ont été préparés par la Direction Générale.

Notre responsabilité est, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers de synthèse.

1.1 Opinion sur les états financiers de synthèse.

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers de synthèse sont, au regard des règles et principes comptables et des dispositions du « Règlement financier », réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et patrimoine du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) au 31 Décembre 2013.

1.2 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

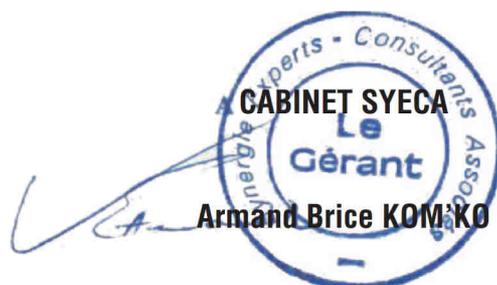
Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance entre les états financiers et les informations contenues dans le rapport de la Direction et dans les documents adressés aux membres du Conseil d'Administration, du Conseil des Gouverneurs, sur la situation financière et les états financiers du Fonds au 31 Décembre 2013.

Cotonou, le 05 Mai 2014

CABINET SOFIREX



CABINET SYECA





FAGACE

FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET DE COOPERATION ECONOMIQUE

Etablissement Public International à Caractère Economique et Financier
Au Capital de Francs CFA 200 000 000 000
B.P. 2045 RP – COTONOU
République du Bénin

II – RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2013

Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs du FAGACE,
Messieurs les Gouverneurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil des Gouverneurs, et conformément aux normes de la profession, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport spécial sur les conventions règlementées ou interdites.

Nous n'avons pas été avisés de conventions de cette nature conclues au cours de l'exercice 2013.

Cotonou, le 05 Mai 2014

CABINET SOFIREX

SOFIREX S.A.
FIDUCIAIRE DE REVISION
ET D'EXERCISE COMPTABLE
Le Président

CABINET SYECA

Armand Brice KOM'KO




FAGACE



UNE INSTITUTION FINANCIÈRE INTERNATIONALE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE



FAGACE

FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

01 BP 2045 COTONOU (BENIN)

Tél: (229) 21 30 03 76 / 21 30 08 77 Fax: (229) 21 30 02 84

E-mail: courriel.fagace@le-fagace.org

www.le-fagace.org